

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 356 DU JEUDI 28 NOVEMBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN GUINÉE

P.3

## L'Union européenne en fait une préoccupation majeure



Édito à vue d'Aigle

## Un climat d'insécurité inédit à Conakry

C'est un euphémisme de dire que l'insécurité bat son plein dans le Grand Conakry. Les pauvres populations de cette zone ne savent plus à quel saint se vouer. Malgré les efforts non négligeables des Forces de défense et de sécurité, l'on continue d'y enregistrer des cas de viols, d'assassinats, de disparitions, d'enlèvements. Le cas le plus emblématique est la disparition, depuis le 9 juillet, de deux responsables du FNDC (Oumar Sylla alias Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah). Les autorités judiciaires (procureur général) et gouvernementales (Premier ministre) ont fait des sorties pour faire comprendre qu'elles ne savent pas où se trouvent les deux activistes... P.2

PRIMATURE

P.4



Les initiateurs du projet 6000 stages directs à la primature craignent le "vol" de leur projet (Entretien)

PRIX DU MÉRITE ET DE L'EXCELLENCE

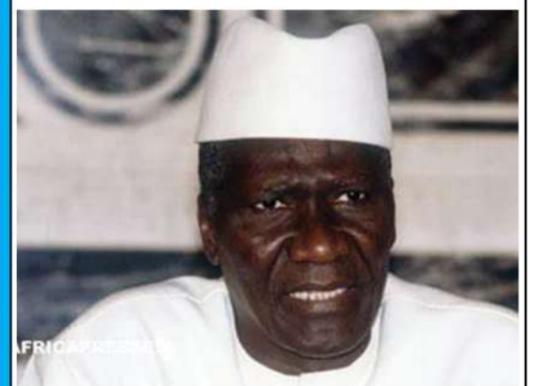
P.5



Le DG de Dabo Médias récipiendaire du prix de meilleur manager de médias africain de l'édition 2024 au Rwanda (Entretien)

22 NOVEMBRE 1970

P.2



L'An 54 de l'agression portugaise contre la Guinée

CONAKRY

P.6

La gendarmerie nationale équipée de kits et d'autres équipements pour lutter contre la drogue

DANS L'OMBRE DU CNRD

P.7

Quand Tibou Kamara et Makanéra Kaké s'exposent dans l'opinion

AFFAIRE BAKARY GAMALO BAMBA

P.5

Le verdict attendu le 2 décembre

# Édito à vue d'aigle



## Un climat d'insécurité inédit à Conakry

C'est une euphémisme de dire que l'insécurité bat son plein dans le Grand Conakry. Les pauvres populations de cette zone ne savent plus à quel saint se vouer. Malgré les efforts non négligeables des Forces de défense et de sécurité, l'on continue d'y enregistrer des cas de viols, d'assassinats, de disparitions, d'enlèvements. Le cas le plus emblématique est la disparition, depuis le 9 juillet, de deux responsables

du FNDC (Oumar Sylla alias Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah). Les autorités judiciaires (procureur général) et gouvernementales (Premier ministre) ont fait des sorties pour faire comprendre qu'elles ne savent pas où se trouvent les deux activistes. Il y a quelques semaines, c'est Saadou Nimaga, ancien secrétaire général du ministère des Mines et de la Géologie, qui s'est fait enlever en plein jour dans l'enceinte d'un hôtel de Kaloum. Les démarches menées à ce jour pour le retrouver sont restées vaines. Ce qui décuple l'angoisse et l'inquiétude dans sa famille. Et comme si tout ne suffisait pas, c'est un opérateur économique, Alhassane Diallo qui a été kidnappé à son tour à Koloma-Soloprime par des individus lourdement armés pour une destination inconnue. Dans un communiqué publié dans les médias de service public, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile a annoncé que les mesures idoines sont prises pour retrouver le père de famille sain et sauf. Les commerçants, à travers le GOHA, ont fait part de leurs vives inquiétudes par rapport à cette situation dont ils auraient pu et dû se passer allègrement.

Quid des acteurs politiques qui se disent avoir reçu ces derniers temps des menaces d'enlèvement ou de disparition forcée. Sans oublier les nombreux cas d'assassinats et de viols qui se commettent dans les différents quartiers du Grand Conakry, au grand dam des familles des victimes et des organisations de défense des droits de l'homme.

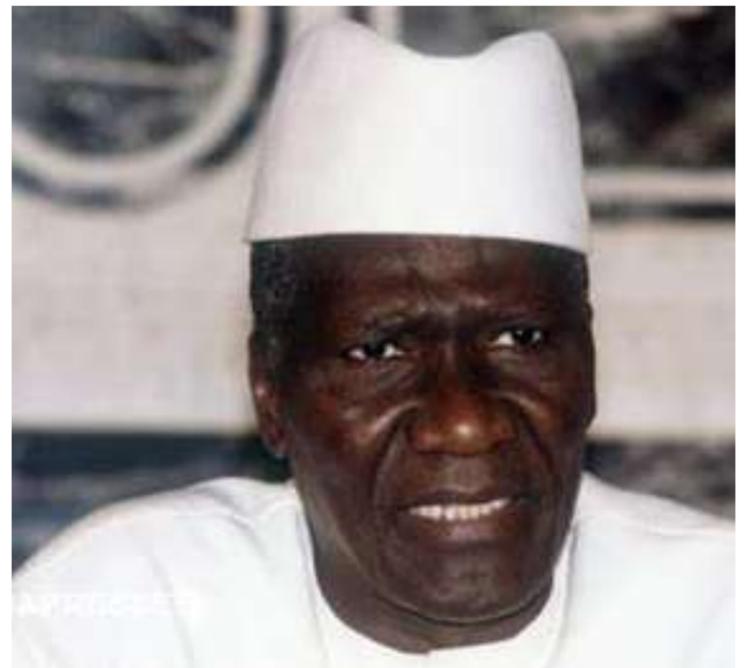
Il est à espérer vivement que les autorités de la transition prendront leurs responsabilités en assurant en tout temps et en tout lieu la sécurité des personnes et de leurs biens. C'est un des rôles régaliens de l'État.

# ACTUALITÉ

## 22 NOVEMBRE 1970

### L'An 54 de l'agression portugaise contre la Guinée

*En 1958, on le sait, la Guinée de Sékou Touré a pris son courage à deux mains pour ouvrir la voie de l'indépendance aux pays francophones de l'Afrique subsaharienne. Lors du référendum gaulliste du 28 septembre 1958, elle sera le seul territoire de l'empire colonial français à avoir voté « non ! ».*



Un choix qui lui a permis de recouvrer sa souveraineté internationale. Le 2 octobre de la même année, elle proclamera solennellement son indépendance, à la grande joie de ses dignes fils. Pour avoir osé dire non à la France, le jeune Etat et ses dirigeants seront frappés d'une sorte d'embargo qui ne dit pas son nom. Nombreux sont les Guinéens qui, pour diverses raisons, ont alors préféré quitter le pays pour aller grossir les rangs des exilés politiques ou économiques en France et dans les pays limitrophes de la Guinée, notamment la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny et le Sénégal de Léopold Sédar Senghor. Le 22 novembre 1970, alors que l'on s'y attendait le moins, la Guinée fera l'objet d'une perfide agression perpétrée par le Portugal, avec la complicité active de certains exilés politiques guinéens qui avaient élu domicile à Paris ou dans les pays limitrophes de la Guinée. Une attaque

barbare qui a fait plus de 300 victimes à Conakry. Mais grâce à la bravoure de notre vaillante armée, ces assaillants sans foi ni loi ont été vite maîtrisés ou repoussés et leurs complices arrêtés. Après un jugement rendu par le tribunal populaire, les coupables ont été condamnés à des peines plus ou moins lourdes. Des condamnations qui, il est vrai, continuent de faire couler des flots d'encre et de salive dans le pays. De 1970 à ce jour, force est de reconnaître que l'armée guinéenne a connu des hauts et des bas. Les soldats guinéens ont pris une part très active dans les guerres de libération ou dans les missions d'interposition à travers le continent. En 2000, soit trente ans après le douloureux événement du 22 novembre 1970, la Guinée a eu à faire face à des incursions rebelles à partir du Libéria et la Sierra-Leone. Le bilan humain et matériel a été relativement lourd pour le peuple guinéen.

**Kaba Kankoula**



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2  
Commune de Raïona, Sur la route Le Prince à côté de la  
Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de  
Guinée

E-mail : laigleinfos@gmail.com - tél. (+224) 621935388

**Fondateur & Administrateur Général**

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité  
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 63

**Directeur de Publication**

Amadou Sadio Diallo

**Rédacteur en Chef**

Sékou Condé

**Secrétaire Général de la Rédaction**

Sammuel M'Bemba

**Comité de Rédaction**

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité,  
Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadio Diallo

**Collaborateurs:**

Thomas Morgan Mamy, Moïse Sidibé, Isidoros Kardorinis

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

**Service Commercial, Marketing, Abonnement,**

**Annonces et Pub**

Oumar Kabirou Kaba

654 70 66 50

**Imprimeur**

Araba Barry

628463493

**Imprimerie**

Le Scribe

**Distribution**

L'Aigle Infos/Maison du Livre

**Mise en page**

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Édité par : Kéfina Bari (Société de Régie, d'édition  
et de Communication)



## VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN GUINÉE

**L'Union européenne en fait une préoccupation majeure**

**Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes, le 25 novembre dernier, la délégation de l'Union européenne en Guinée a organisé, la quinzaine des droits humains au centre culturel Franco-Guinéen, sous le thème «Égalité, dignité et respect pour chaque être humain»**



Dans son intervention de circonstance, Juan Jose VILLA CHACON, Chef de coopération et premier conseiller à la délégation de l'Union européenne en République de Guinée, a déclaré: «Cette initiative fait partie d'une campagne pour les droits humains. Nous avons commencé les activités la semaine dernière avec la journée de l'enfance, nous continuons aujourd'hui avec la journée contre les violences à l'égard des femmes. Nous finirons le 10 décembre avec la journée mondiale des droits humains. Il s'agit d'une

série d'activités que nous organisons pour sensibiliser les populations aux questions des droits humains, qui, en Guinée, concernent surtout les droits des femmes. C'est ce que nous avons observé aujourd'hui à travers ces documentaires, ainsi que toutes les interventions qui ont mis en lumière les problèmes de violence basée sur le genre et les questions d'égalité des genres. Ce sont des enjeux très importants pour la Guinée et pour l'Union européenne, avec lesquels nous travaillons ensemble. La lutte contre la violence faite aux femmes est

un combat de longue haleine. Ce n'est pas demain qu'on va finir avec ce problème. Pour cela, c'est l'éducation qu'on doit commencer à promouvoir dans les écoles ainsi que dans les foyers. Il faut que les femmes elles-mêmes transmettent ces valeurs d'égalité aux filles et aux garçons. Parce que c'est avec l'éducation, tant dans les écoles que dans les foyers, qu'on pourra vraiment commencer à changer les mentalités face à la violence de genre »

Quant à Romuald PICHARD, chargé d'affaires à la Délégation de l'Union européenne en Guinée, il a entre autres déploré la récurrence des cas de viol dans le pays. «Les violences à l'égard des femmes et des filles sont un fléau partout dans le monde. En Guinée, la situation est préoccupante voire alarmante. Selon les données disponibles, les victimes de violences sexuelles sont majoritairement des filles de moins de 18 ans, trop souvent des jeunes filles de moins de 13 ans. Nous savons aussi malheureusement que ces statistiques ne reflètent qu'une petite partie de l'ampleur de ces violences. Vous le savez tous, le 14 novembre dernier, le corps sans vie d'une fillette de 8 ans, Aicha Bah, a été retrouvé dans les toilettes de son école à Kagbélen à la

suite d'une agression sexuelle. Cet acte ignoble, est hélas, loin d'être un cas isolé. Une autre jeune fille de 18 ans est décédée à Kissidougou le 20 novembre des suites de violences sexuelles qu'elle avait subies. Face à ces tragédies, nous saluons les annonces faites par le gouvernement au cours du week-end, et qui vont dans le bon sens, notamment l'application stricte du cadre légal et une sensibilisation accrue de la population.

Nous souhaitons bien sûr aujourd'hui que ces annonces se concrétisent rapidement, et surtout aboutissent à une forme de prise de conscience collective. La société dans son ensemble ne doit plus négliger ni tolérer les violences contre les femmes. De son côté, l'Union européenne reste déterminée à poursuivre ses efforts en vue de l'éradication des violences basées sur le genre et accompagnera les autorités guinéennes dans ce cadre. A cet égard, la Délégation vient de lancer le projet LIBRE mis en œuvre par Avocats sans frontières et un autre plus régionalisé conduit par Terre des hommes. Ces deux projets visent en particulier à renforcer l'accès à la justice et permettre l'obtention de réparations pour les victimes, avec pour

objectif commun de lutter contre l'impunité dont bénéficient les auteurs de violences à l'égard des femmes et des filles. Il est désormais grand temps que la honte change de champ».

Madame Diallo Aminata Bangoura, de la direction nationale des droits de l'homme au ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, a mis l'accent sur la sensibilisation pour lutter contre les violences faites aux genres en Guinée.

«Je pense qu'il faut déjà commencer à la base en faisant plus de sensibilisation. Par l'éducation civique au niveau des écoles, il faut apprendre à nos jeunes citoyens leurs droits et obligations. Parce que lorsqu'un citoyen connaît ses droits et obligations, il est plus à même de les mettre en œuvre et de savoir ce qu'il peut faire, ce qu'on peut lui faire, ce qu'il ne peut pas faire et ce qu'on ne peut pas lui faire. Donc, il va falloir commencer par la base avec l'éducation civique et il faut aussi sensibiliser concernant l'application de nos lois en mettant en exergue les peines et surtout les appliquer. Parce que si les textes ne sont appliqués, je pense que le combat sera vain », a-t-il indiqué.

**Mamadou Oury**

## AFFAIRE BAKARY GAMALO BAMBA

**Le verdict attendu le 2 décembre**

**Dans l'affaire Francis Kova Zoumanigui vs Bakary Gamalo Bamba jugée au Tribunal de première instance de Kaloum, les plaidoiries et réquisitions ont pris fin mardi 26 novembre 2024.**

Le ministère public a requis une peine d'un an de prison, dont six mois avec sursis, contre le directeur de publication du journal «Le Baobab», qui est poursuivi pour atteinte à la vie privée du juge Francis Kova Zoumanigui, président de la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF), en enregistrant et en publiant une conversation privée.

Les plaidoiries ont débuté par l'intervention des avocats de la partie civile. Me Michel Tagbino, représentant du plaignant Francis Kova Zoumanigui, a rappelé que son client avait accordé son pardon au journaliste, suite aux excuses présentées par ce dernier. « Francis Kova a pardonné ce monsieur parce qu'il a reconnu son erreur », a affirmé l'avocat.

Me Baben Camara, pour sa part, a soutenu que c'était une volonté délibérée de la part de Gamalo et de certains médias de ternir l'image du juge. « Il a voulu nuire à celui qui lui a toujours tendu la main », a-t-il déclaré.

Le ministère public, dans ses réquisitions, a estimé que Bakary Gamalo Bamaba avait agi en connaissance de cause, violant non seulement le droit à la liberté de la presse, mais aussi le droit à la vie privée du juge. Il par conséquent requis une peine de prison d'un an, dont six mois avec sursis, ainsi qu'une amende de 3 millions de francs guinéens.

L'avocate de Bakary Gamalo, Me Hawa Béavogui, tout en reconnaissant la faute de son client concernant l'enregistrement de la

conversation, a relevé les irrégularités de la procédure, notamment les violations des droits du prévenu. Elle a sollicité des circonstances atténuantes, plaidant pour une peine pécuniaire au lieu d'une peine de prison ferme, soulignant que Gamalo était un délinquant primaire.

Le prévenu Bakary Gamalo Bamaba a rappelé à la barre qu'il avait présenté des excuses dès les premières étapes de l'enquête. « Je souffre en prison depuis plus d'un mois. Avec 30 ans de carrière, je n'ai jamais vécu une telle situation », a-t-il plaidé. Au terme des réquisitions et plaidoiries, le tribunal a mis l'affaire en délibéré et le 2 décembre prochain, le journaliste d'investigation sera situé sur son sort judiciaire.

**Kéfina Diakité**



Interview

PRIMATURE

# Les initiateurs du projet 6000 stages directs à la primature craignent le «vol» de leur projet

*La relance du projet intitulé "initiative prioritaire 6000 stages directs à la primature" était au cœur d'une conférence le mardi 26 novembre 2024, à la maison de la presse de Conakry. Les initiateurs soupçonnent des cadres du palais de la Colombe en complicité avec d'autres collaborateurs d'autres départements ministériels de vouloir détourner le projet. Un cri du cœur poussé dans cet entretien par Mohamed Sanoussy Kaba, vice-coordonateur du projet.*

**L'Aigleinfos :** D'abord pourquoi l'appellation 6000 stages directs à la primature et quand est-ce que vous avez mis en place l'idée ?

**Mohamed Sanoussy Kaba :** L'idée a été mise en place depuis trois ans parce que nous savons que dans les institutions d'enseignement supérieur et celles des formations techniques et professionnelles on met des jeunes diplômés sur le marché chaque année mais la plupart de ces jeunes, n'ont pas des opportunités d'avoir un stage parce qu'une chose est d'apprendre la théorie dans les universités et l'autre chose c'est d'être confronté au marché de l'emploi. Alors, nous estimons qu'il n'a pas de structure publique qui s'occupe de ce flux de jeunes qui sortent de nos universités, c'est pourquoi nous avons réfléchi pour mettre en place cette initiative.

**L'Aigleinfos :** Ce projet a déjà été présenté à la présidence et même à la primature pour sa validation. Pourquoi ça traîne encore à être approuvé ?

**Mohamed Sanoussy Kaba :** Ça freine aujourd'hui parce qu'il y a un problème d'organisation générale au



niveau de l'administration. Vous savez qu'il y a une réforme qui a été engagée au ministère du travail et de la fonction pour le rajeunissement de l'administration publique et ça c'est un gros problème. Il va falloir recruter ces jeunes mais quand il y a des postes vacants.

**L'Aigleinfos :** On apprend que des personnes proches de la primature sont en train de démarcher dans votre dos pour s'approprier ce projet. Est-ce que cela est vrai ?

**Mohamed Sanoussy Kaba :** Cela n'est pas exclu mais il faut dire que nous ne sommes pas

une structure publique alors qu'il en a, mais elles n'ont pas eu l'idée de faire ce que nous sommes en train de faire. Mais il faut dire qu'il y a certaines personnes qui veulent que nous évoluions avec ce projet mais par contre d'autres disent que ce n'est pas à nous de piloter ce projet et ils veulent tout faire pour nous le retirer et nous mettre à l'écart alors que nous ne sommes pas en concurrence avec qui que ce soit.

**L'Aigleinfos :** Vous avez rappelé que le président de la transition tient à l'employabilité des jeunes alors que votre initiative est en train d'être volée. Quel appel avez-vous à lancer au Général Mamadi Doumbouya pour empêcher ces personnes de détourner votre projet ?

**Mohamed Sanoussy Kaba :** D'abord nous remercions le président de nous avoir reçus et d'orienter ce dossier à la primature qui à son tour est en train de mobiliser le ministère de la fonction publique et celui du MATD pour faire de ce projet, une réalité. Le cri du cœur que nous lançons, nous disons que Monsieur le

président vous avez bataillé dur pour que le projet Simandou puisse se réaliser dans l'intérêt des guinéens, vous créez des milliers d'emplois qu'ils soient directs ou indirects mais si vous nous donnez la chance, au-delà de ces 6000 stages, nous pouvons aussi vous aider à trouver un modèle de qualification jeune.

**L'Aigleinfos :** Donc c'est pour éviter aussi que le projet Simandou soit pris en otage par d'autres nationalités sur notre propre territoire ?

**Mohamed Sanoussy Kaba :** Juste c'est de cela qu'il s'agit aussi parce que de toutes les façons, quand une société veut s'installer, elle aura besoin des machinistes, et d'autres mais si les jeunes guinéens ne sont pas préparés à cela, ils vont être obligés de recruter d'autres nationalités

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Mohamed Sanoussy Kaba, vice-porteur de l'initiative 6000 stages directs à la primature !

**Mohamed Sanoussy Kaba :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

ALPHA BOUBACAR BAH, DGA DE L'ANRU

## «Depuis mon départ de l'UFDG, je n'ai pas eu de contact direct ou indirect avec Elhadj Cellou Dalein Diallo»

*Alpha Boubacar Bah, actuel directeur général adjoint de l'Agence nationale des Rénovations Urbaines, réitère la fin de son engagement au sein de l'UFDG, le parti dirigé Cellou Dalein Diallo.*

Il y a quelques années, Alpha Boubacar Bah faisait partie des jeunes cadres très dynamiques au sein de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), le parti dirigé par l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo, auprès duquel il a assuré le rôle de conseiller chargé des relations extérieures.

Aujourd'hui directeur général adjoint de l'Agence nationale des Rénovations Urbaines, il vient d'annoncer la fin de son engagement au sein de cette

formation considérée à juste raison comme l'un des poids lourds de l'échiquier politique guinéen, avec le RPG Arc-en-ciel du professeur Alpha Condé et l'UFR de Sidya Touré. Il a fait cette annonce dans une longue interview qu'il a accordée à nos confrères de Reffetguinee. « La page de l'UFDG est totalement tournée pour Alpha Boubacar Bah. J'ai commencé par une pause, j'ai été transparent, j'en ai discuté avec le leader j'ai tourné cette page. Désormais, je m'implique pleinement dans

la construction de notre pays. Mon engagement politique a toujours été guidé par la volonté de participer à la construction de mon pays. », a martelé Alpha Boubacar Bah. Et parlant de ses relations avec le chef de file de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, il a dit ceci : « Pour être honnête, depuis mon départ de l'UFDG, je n'ai pas eu de contact direct ou indirect avec Elhadj Cellou Dalein Diallo. Mais je suppose qu'il n'y a pas d'inimitié entre lui et moi.»

Il est revenu aussi sur sa séparation avec son ancienne formation politique. « Les premiers mois ont été très difficiles. Je n'en ai jamais parlé parce que je n'aime pas me victimiser. Les premiers mois qui ont suivi mon départ ont été particulièrement difficiles pour moi et pour ma famille. J'ai été victime de harcèlement, de calomnie, de gros mensonge. On disait il est allé avec Alpha Condé pour arrêter les commerçants, pour tuer les jeunes de l'Axe,

pour vendre les secrets. Sur le plan économique, la zone est devenue la zone la plus pauvre aujourd'hui de la Guinée. Des gens qui ont construit des immeubles à coups de milliards de francs guinéens, vous et moi n'allons pas habiter là-bas. Même les leaders de l'Axe, beaucoup ont quitté la zone parce qu'ils ont des familles à préserver », a confié Alpha Boubacar Bah.

Kaba Kankoula

Interview

PRIX DU MÉRITE ET DE L'EXCELLENCE

# Le DG de Dabo Médias récipiendaire du prix de meilleur manager de médias africain de l'édition 2024 au Rwanda

Le Directeur Général de DABO MEDIAS vient d'être récompensé sur le continent pour son management dans la promotion des médias. Aly Badra Condé a raflé le prix du mérite et de l'excellence de meilleur manager africain décerné par la structure : Prix Africain de Développement (PADEV) à Kigali, au Rwanda.



attente mais il a dit à ceux-ci, attendez-moi je vais recevoir une fierté nationale. Il n'a pas été accompagné par le gouvernement et aucun franc non plus de son frais de transport ne lui a été payé mais il est allé se battre pour une presse responsable, et qu'il est vraiment fier de moi et à travers moi de tous les journalistes responsables. Il a dit que loin d'être acharné contre les médias, il est en train de se battre pour que nous travaillions dans la plus grande liberté et dans la plus grande responsabilité. J'ai été très fier d'être reçu par le premier ministre et le ministre de l'information et de la communication qui m'ont pris comme un bon Guinéen.

en toute sincérité. Il est temps pour l'Etat guinéen de savoir que nous journalistes, nous devons avoir la liberté d'exercer correctement notre travail. Aussi, à nous médias, en vertu des cinq obligations : responsabilité, indépendance, solidarité professionnelle et du respect de la dignité humaine, on doit faire preuve de responsabilité dans notre métier. Il faut qu'on cesse d'être ce que nous sommes maintenant et qui n'est pas bien pour le pays parce qu'avant d'être journaliste, on est d'abord guinéen. Il faut qu'on refuse d'être des journalistes corrompus, dépendants et passionnés. Il faut qu'on soit responsable et dire ce qu'il est à dire.

**L'Aigleinfos :** Vous avez été couronné « meilleur manager de médias africains » cette année. Parlez-nous de ce prix ?

**Aly Badra Condé :** C'est le prix du mérite et de l'excellence. C'est le mois dernier que je l'ai reçu au Rwanda lors d'une cérémonie internationale mais à vocation africaine, décerné par Prix Africain de Développement-PADEV. Après plusieurs enquêtes sur la Guinée et sur les médias guinéens, il s'est avéré qu'il a un média qui a vu jour en Guinée qui a en sein un jeune, qui a occupé tous les postes qui a fini aujourd'hui Directeur Général statutaire de ce média. Et professionnellement parlant, c'est par beaucoup d'enquêtes, de questions à l'issue desquelles nous avons remporté ce prix.

**L'Aigleinfos :** Vous étiez combien de promoteurs de médias en lice pour

l'obtention de ce prix ?

**Aly Badra Condé :** Il y avait dix-neuf candidats en lice, et j'ai été l'heureux récipiendaire. C'était chaud parce que Kigali c'est l'excellence, Kigali c'est un pays vraiment sérieux.

**L'Aigleinfos :** A qui vous décernez ce prix ?

**Aly Badra Condé :** Je le décerne au peuple de Guinée dans toute sa généralité. Je décerne le même prix au président de la République en sa qualité de père de la nation. Je le décerne aussi à tous les journalistes et tout en plaidant l'Etat d'être beaucoup souple et compréhensif avec nous médias parce que c'est de là que nous vivons.

**L'Aigleinfos :** Après votre prix, vous avez été reçu par le Premier ministre, Amadou Oury Bah. Qu'est-ce qu'il a dit pour votre sacre ?

**Aly Badra Condé :** J'ai rencontré un excellent Premier ministre et je suis

**L'Aigleinfos :** L'obtention de ce prix intervient à un moment où des médias sont fermés par les autorités de la transition. Qu'est-ce

**L'Aigleinfos :** Merci à vous, Monsieur Aly Badra Condé, Directeur Général du groupe DABO MEDIAS !



*Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu*

fier de le dire. Je ne suis pas un griot, loin de là mais il m'a reçu en tant que Guinéen. Le jour où il m'a reçu, il y avait plein de monde en

**que vous leur demandez pour la libération de ces entreprises de presse ?**

**Aly Badra Condé :** J'ai un message de part et d'autre

**Aly Badra Condé :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

CONAKRY

# La gendarmerie nationale équipée de kits et d'autres équipements pour lutter contre la drogue

*Le phénomène de drogue continue de gagner du terrain en Guinée. Malgré les différences mesurées d'ores et déjà prises par les autorités de la transition, la pratique de cette activité est loin d'être terminée.*



international. Donc, c'est de les mettre en collaboration aussi avec d'autres unités de lutte contre la drogue de la sous-région pour qu'il y ait échange d'informations», a déclaré le point focal de l'Office des Nations unies de lutte contre la drogue et le crime (ONUDD), Représentant le Général Balla Samoura à cet événement, le chef service central lutte contre la délinquance économique et financière à la direction des investigations judiciaires de la gendarmerie nationale, Colonel Keita, promet aux donateurs de prendre soin de ces kits. «C'est une occasion encore de plus de remercier l'institution qui ne cesse de nous accompagner pour le renforcement de nos capacités opérationnelles. Donc la remise de ces kits, je crois qu'il y a une formation qui va suivre pour l'utilisation. Nous promettons sous les instructions et le contrôle du haut commandant de la gendarmerie nationale,

Dans la dynamique de poursuivre ses actions sur le terrain dans la lutte contre la drogue et stupéfiants, l'Office des Nations unies de lutte la drogue et le crime (ONUDD), a procédé mardi, 26 novembre 2024 à la remise officielle des kits de drogue et de précurseur au haut commandement de la gendarmerie nationale. La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général, Colonel Tamba Gabriel Diawara.

Ce don, selon Dr Thierno Bah, point focal de l'ONUDD et Directeur Général de l'institut itinérant de formation et de prévention intégrée contre la drogue en Guinée, vise à renforcer les capacités organisationnelles et opérationnelles des forces de défense et de sécurité pour l'éradication de ce fléau qui constitue un danger pour la santé de l'Homme.

«Comme vous le savez, les kits de drogue, ce sont les kits d'identification et de test en cas de saisie de drogue. Les kits de précurseur, il y a beaucoup de produits qui

sont les produits industriels qui arrivent chez nous, mais il faut les surveiller pour ne pas que qu'ils soient détournés de leurs usages pour la fabrication des stupéfiants, la raison pour laquelle il y a un précurseur. Ça démontre la volonté des autorités de la Guinée, non seulement du haut commandement de la gendarmerie nationale à travers le général Balla Samoura sous le leadership du président de la république, le général Mamadi Doumbouya qui depuis l'avènement du CNRD, la lutte contre la drogue est l'une des priorités de programme national de développement en Guinée. C'est dans cette optique qu'au nom de l'Office des Nations-Unies de lutte contre la drogue et le crime (ONUDD) qui nous a mandaté de remettre officiellement les kits de drogue et de précurseur au haut commandement pour les efforts fournis depuis 2022, 2023, 2024, respectivement plus de 2

tonnes de cocaïne saisies au large de Conakry. Donc, ça démontre aujourd'hui l'engagement des forces de défense et de sécurité, de lutter efficacement contre la drogue», a-t-il mentionné. Poursuivant son intervention, M Bah a

de la formation sur l'A.R.Q. Comment collecter les données sur les saisies de drogues, comment former les forces de défense et de sécurité dans le cadre de l'opérationnalisation des institutions, mais aussi comment utiliser



annoncé les prochaines étapes pour un résultat escompté : «c'est d'abord le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité, notamment la gendarmerie dans le cadre

ces kits de drogue et de précurseur. Mais, aussi les doter des outils qui peuvent leur permettre de faire des renseignements, des filatures parce que la drogue il y a le renseignement

bon usage de ces kits pour que ça bénéficie à la gendarmerie nationale et à la population guinéenne», a-t-il conclu.

Samuel Demba D

Lisez le journal numérique sur le site

**KèfinaFasso**

www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts

DANS L'OMBRE DU CNRD

# Quand Tibou Kamara et Makanéra Kaké s'exposent dans l'opinion

**C'est assez rare pour être souligné. Depuis la chute du régime Alpha Condé, les anciens collaborateurs de l'ancien président se sont toujours soutenus mutuellement jusqu'à ce que l'ancien ministre porte-parole du régime défunt fasse clin d'œil à son collègue et ancien patron du département de l'information et de la communication. Tibou Kamara, probablement exilé en Côte d'Ivoire a utilisé sa plume pour dénoncer le revirement politique du président du Front National pour le Développement. Mais, il n'en fallait pas plus pour susciter la colère de ce dernier.**

« Quelqu'un de très décrié et détesté comme personne, que je ne peux pas me rabaisser à nommer, à cause de sa condition peu enviable de rebut de la société, de dépouille politique, de dépotoir de la morale, pour se défendre contre un homme libre et digne qui l'empêche de dormir, a cru devoir faire allusion à moi pour tenter, désespérément, de détourner l'attention de l'indignation que suscite son indignité.

Je lui répondrai au moment opportun qu'il m'est loisible de choisir, afin de le remettre à la seule place que chacun lui reconnaît, de bonne foi: le néant.», a écrit Tibou Kamara dans les premières lignes de sa tribune.

Des reproches en paraboles faits au président du FND ne l'ont pas plu. Alhoussein Makanéra Kaké a vite réagi sur sa page facebook : « C'est Tibou Kamara qui ose me dire que moi je suis un oiseau migratoire ? Mais est-ce qu'il a honte; est-ce qu'il n'a pas perdu la mémoire ? », s'est-il interrogé.

Dans ces écrits, l'ancien ministre du Commerce de l'Industrie et des petites et moyennes entreprises promet de prendre un peu de patience pour revenir à la charge : « En attendant, je le laisse se débattre avec ses démons et fantômes personnels, avec une plume plus crédible et



audible que la sienne en lui concédant, volontiers; que son imbécillité qui est son ennemi principal et permanent l'aveugle et me dispense de commenter ses opinions et ses actes, insensés, absurdes et hérétiques. Un avorton politique, une vieille relique humaine essaie d'exister en s'attaquant à des talents unanimement reconnus et à des légitimités notoirement établies.

La grenouille qui se veut faire aussi grosse que le bœuf est une fable bien connue de Jean De La Fontaine qui correspond

à la prétention de beaucoup de Guinéens comme ce voltigeur professionnel et oiseau migrateur politique. L'enfer est le domicile fixe de tous les mécréants, la destination des apostats, qu'ils soient habillés en faux dévots, a-t-il poursuivi. Les dernières sorties de l'ancien allié du RPG et son rapprochement des autorités du CNRD, n'ont pas fait seulement des mécontents au sein de son parti. Tibou Kamara aussi n'a pas aimé ce revirement politique de l'homme. Sauf qu'il n'est pas

du genre de Makanéra à se laisser impressionner par une quelconque opinion d'où qu'elle vienne.

Dans une vidéo, M. Kaké retrace la collaboration de Tibou Kamara avec les anciens dignitaires du pays : « Guinéens ! Vous ne vous rappelez pas de Tibou Kamara, ministre dans le gouvernement de Cellou en 24H, vous ne vous rappelez pas de Tibou Kamara, l'homme de la poisse ? À chaque fois qu'il est dans un gouvernement, c'est pour un petit temps. Tibou, ministre de Souaré en moins de six

mois, Tibou, ministre de Dadis en un an, Tibou, ministre de Sekouba Konaté, moins de deux ans», a-t-il répliqué.

Tibou renchérit dans sa tribune : « On connaît la main qui donne, qui commande aussi ce mange-mille qui s'invite à toutes les tables, mange à tous les râteliers: une chèvre qui ne broute pas que là où elle est attachée, mais, court dans tous les pâturages à la recherche de la pitance quotidienne, guidée par l'instinct animalier de survie. Qui a dit qu'un homme qui a faim n'est pas libre et perd son humanité ? », peut-on lire. Mais de l'avis de M. Kaké, c'est le rapprochement de dernier au président du RPG qui aurait favorisé le coup d'État du 05 septembre 2021 : «Tibou auprès du Professeur Alpha Condé, les femmes ont pleuré. Ce que je dis, vous pouvez aller vérifier au RPG. De toute notre histoire, il a fallu que Tibou soit à côté du président Alpha Condé pour qu'un coup d'État réussisse en Guinée contre un président en exercice», a-t-il déclaré. «Tibou Kamara, tu peux dire à quelqu'un qu'il est oiseau migrateur qui mange à toutes les tables ? Tu es ami du président et ami de son principal opposant. Tibou, j'ai compris que quand on a pas étudié, on peut forcer mais on ne peut jamais être cohérent », a répliqué Makanéra Kaké.

**Samuel Demba D.  
Kaba Kankoula**

TRANSHUMANCE POLITIQUE

## Tibou Kamara envoie des piques à Alhoussein Makanera Kaké

Dans une tribune publiée dans la presse et intitulée «Un nain qui crache du venin !», Tibou Kamara, ancien ministre d'État tacle un autre ancien ministre, Alhoussein Makanera Kaké qui aurait fait allusion à lui dans une de ses récentes sorties.

«Quelqu'un de très décrié et détesté comme personne, que je ne peux pas me rabaisser à nommer, à cause de sa condition peu enviable de rebut de la société, de dépouille politique, de dépotoir de la

morale, pour se défendre contre un homme libre et digne qui l'empêche de dormir, a cru devoir faire allusion à moi pour tenter, désespérément, de détourner l'attention de l'indignation que suscite son indignité. Je lui répondrai au moment opportun qu'il m'est loisible de choisir, afin de le remettre à la seule place que chacun lui reconnaît, de bonne foi: le néant.

En attendant, je le laisse se débattre avec ses démons et

fantômes personnels, avec une plume plus crédible et audible que la sienne en lui concédant, volontiers; que son imbécillité qui est son ennemi principal et permanent l'aveugle et me dispense de commenter ses opinions et ses actes, insensés, absurdes et hérétiques. Un avorton politique, une vieille relique humaine essaie d'exister en s'attaquant à des talents unanimement reconnus et à des légitimités notoirement établies. La grenouille qui se

veut faire aussi grosse que le bœuf est une fable bien connue de Jean De La Fontaine qui correspond à la prétention de beaucoup de Guinéens comme ce voltigeur professionnel et oiseau migrateur politique.

L'enfer est le domicile fixe de tous les mécréants, la destination des apostats, qu'ils soient habillés en faux dévots. On connaît la main qui donne, qui commande aussi ce mange-mille qui s'invite à

toutes les tables, mange à tous les râteliers: une chèvre qui ne broute pas que là où elle est attachée, mais, court dans tous les pâturages à la recherche de la pitance quotidienne, guidée par l'instinct animalier de survie.

Qui a dit qu'un homme qui a faim n'est pas libre et perd son humanité ?», a écrit Tibou Kamara.

**Kaba Kankoula**

## POLÉMIQUE

**Alhoussein Makanera Kaké répond à Tibou Kamara**

**Comme il fallait s'y attendre, Alhoussein Makanera Kaké n'a pas tardé à réagir à la Tribune «Un nain qui crache du venin!» signée de Tibou Kamara et qui le viserait. Le président du parti FND a donné sa réplique dans une vidéo a faite sur sa page Facebook.**



«Tant qu'on vit, on a la dette, c'est Tibou Kamara qui ose dire que moi je suis un migrateur. Eh la Guinée! (...) Est-ce qu'il n'a pas perdu la mémoire? Guinéens, vous ne vous rappelez pas de Tibou Kamara, ministre dans le gouvernement de Cellou 24 h, l'homme de la poisse, à chaque fois qu'il est dans un gouvernement c'est pour un petit temps? Tibou ministre de Souaré moins de 6 mois, Tibou ministre de Dadis moins d'un an, Tibou ministre

de Sékouba moins de 2 ans. Tibou auprès du président Alpha Condé, les femmes ont pleuré. (...) Ce que je dis-là, vous pouvez aller vérifier ça au siège du RPG Arc-en-ciel. Les femmes ont dit : Alpha, tu as amené de la poisse ? Et les femmes n'ont pas eu tort. De toute notre histoire, de l'indépendance jusqu'à Alpha Condé il a fallu que Tibou soit ami de Alpha Condé pour qu'il y ait un coup d'État qui réussit en Guinée contre un président en exercice. Tibou,

toi tu peux dire à quelqu'un qu'il est oiseau migrateur, qu'il mange à toutes les tables? Tu es ami du président et ami de son principal opposant. Tibou, j'ai compris que quand on a étudié on peut forcer mais on ne peut jamais être cohérent. À ta place, (...) tu pouvais appartenir à tout débat sauf le débat de quelqu'un qui mange partout en Guinée. Mais Tibou tu prends les Guinéens pour qui ? (...) Toi tu peux te comparer à moi? Tu es spécialiste en quoi ? Même la

petite tribune-là, tu écris quoi ? Pour détourner l'attention de l'indignation. L'indignation a une attention, mais tu as appris quoi? Tu te rappelles quand j'ai décidé de me démettre de mes fonctions de ministre? C'est ce jour-là que toi et moi avons parlé pour la première fois. Si tu as..., tu allais te gêner à ce que moi je te vois à côté de Alpha Condé, parce que tu sais ce que tu m'a dit ce jour-là au petit matin...Prouve-moi que je m'invite à toutes les tables, prouve-moi par un seul article où j'ai eu une décision, un arrêté ou un décret d'un autre régime qui n'est pas celui d'Alpha Condé. Moi je suis un homme digne, je ne peux pas faire la guerre à un régime et vivre de cet argent...Si je vois un ministre de Doumbouya -parce que Doumbouya n'est pas faible comme Alpha-, qui va donner l'argent (...) pour qu'on vienne insulter le président Doumbouya ou Amara, je le dénoncerai à Doumbouya, parce que je sais que lui il va régler le compte... Tibou, moi je ne peux pas être ami de quelqu'un et être ami de son ennemi. (...) Ce que tu ne sais pas, il a fallu un seul : Alpha Condé pour

que toi tu sois ce que tu es aujourd'hui, parce que tu ne représentes rien. Quand je parle aujourd'hui ce n'est pas parce que je veux te répondre, c'est parce que tu ne sais rien et tu ne sauras jamais ce que moi je sais mais c'est parce que tout simplement les gens ont raconté des choses qui ne sont pas vraies. C'est pourquoi je leur dis : moi Alhoussein Makanera Kaké, aucun cadre Guinéen n'a consenti autant de sacrifice comme moi dans l'instauration de la démocratie en Guinée... Le défi que je lance publiquement c'est qu'un ancien ministre de Conté, un ancien de directeur de Conté de prouver ici qu'il m'a rencontré même une fois dans son bureau ou que je lui ai demandé un service. Quand on est digne ce sont des choses qu'on ne fait pas. Quand on est pour, on est pour, quand on n'est pas pour, on n'est pas pour. Moi je ne suis pas comme vous, vous mangez par-là vous attaquez de l'autre côté, vous êtes répugnant (...), a réagi Alhoussein Makanera Kaké.

**Affaire à suivre...**

**Kéfina Diakité**

## UFDG

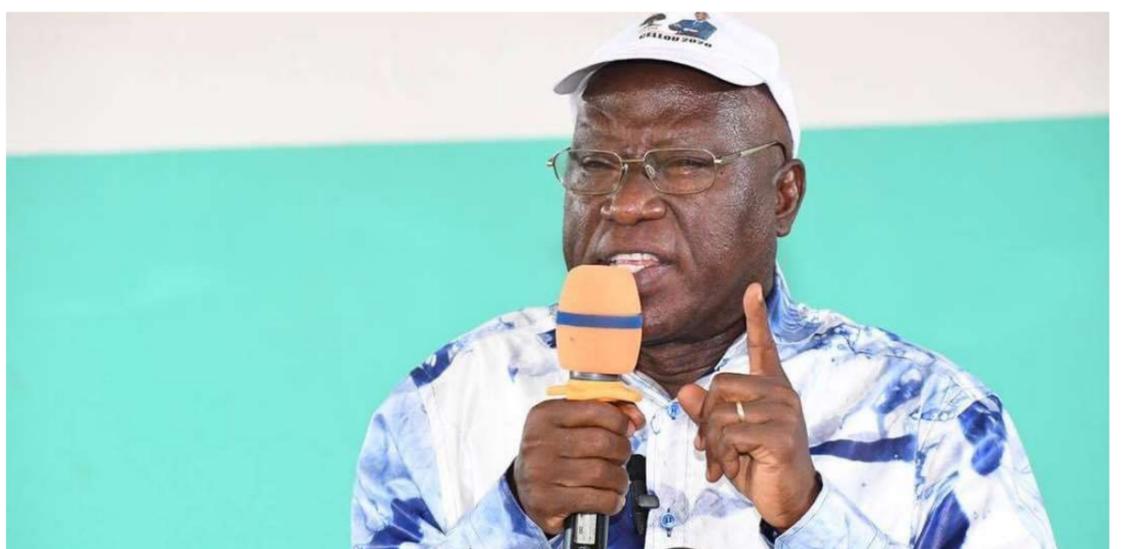
**Kalémodou Yansané se prononce sur le congrès national du parti**

**Le samedi 23 novembre, l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), a renouvelé et validé le bureau de la fédération de Gbessia 2. C'était au siège national du parti à la Minière. À cette occasion, Kalémodou Yansané, vice-président a rappelé que Cellou Dalein Diallo sera le candidat du parti.**

«Les petits malins qui sont dans les quartiers pour dire que nous faisons des semblants de congrès, je vous dis que depuis plus de 5 mois, l'équipe des coordinateurs (...), ils sont dans les 14 quartiers pour installer les bureaux des sections sur la base des congrès. Mais pour une organisation sociale comme un parti politique, nous prônons le regroupement, nous prônons l'entente. C'est pourquoi nous recherchons le maximum de consensus pour aboutir au

résultat que vous venez de voir », a déclaré Kalémodou Yansané. Et d'ajouter: «D'ici la fin de ce mois, nous allons installer si Dieu le veut bien toutes les structures de base de l'UFDG et ça sera suivi immédiatement du congrès national de l'UFDG et nous avons comme candidat Elhadj Cellou Dalein Diallo. Tous nos mandats sont valables jusqu'à juillet 2025 mais nous sommes libres d'organiser le congrès avant. Tout ce qui se raconte, c'est du pipeau».

**Mamadou Oury**



PRÉTENDU COUP D'ETAT ORCHESTRÉ PAR ALPHA CONDÉ

# La réplique cinglante du RPG Arc-en-ciel

Alors qu'il fait encore son deuil depuis sa destitution du pouvoir, le 05 septembre 2021, l'ancien président Alpha Condé fait encore parler de lui en Guinée, étant en Turquie. Récemment, son nom a été associé à une tentative de coup d'Etat visant le régime militaire du Général Mamadi Doumbouya. C'est la presse libérienne qui a diffusé l'information à travers un média privé du pays.



Selon ce média, Abdoulaye Khalil Cherif, résident sur le territoire libérien, serait le complice du président du RPG pour se venger de son tombeur. Ce présumé complice, serait même en détention au Libéria en attendant la finalisation des négociations entre les deux

pays pour son extradition en Guinée.

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'ancien parti au pouvoir du 24 novembre 2024, les responsables du parti ont saisi l'occasion pour répondre à ceux qu'ils qualifient de détracteurs de

leur président. Mohamed Lamine Kamissoko qui a animé cette assemblée, a d'ailleurs demandé aux militants du navire jaune de se préparer à ce genre de stratégie visant à discréditer Alpha Condé :

«Nous sommes à moins de quarante jours de la fin

d'année. Mais d'ici là, il y a des intentions, des volontés pour mettre du n'importe quoi sur la personne du professeur Alpha Condé. Vous allez entendre beaucoup de choses mais préparez-vous car vous allez entendre que le professeur veut envahir la Guinée, ça c'est l'homme et son destin. Toutes les grandes personnalités du monde ont été ainsi persécutées. Elles ont été ainsi traitées mais Dieu le Tout-puissant est pour la vérité et la justice. Vous qui êtes là encore, continuez à vous battre parce qu'au finish, c'est vous qui allez triompher.

À l'instant où nous sommes, c'est le même Alpha Condé qui dit " je suis et je reste jusqu'à présent le président de la république de Guinée, et je reviendrai ". Il a dit qu'il va revenir mais comment ? Personne ne le sait. Mais

en bon croyant et de par le passé, s'il dit quelque chose il va le faire. Donc quand il dit je vais venir, il reviendra. Qu'on ne nous dise pas quelque part dans les pays limitrophes de la Guinée, qu'il a préparé ceci ou cela pour envahir la Guinée. Quelqu'un qui a été président de la république et qui a tout accepté alors qu'il était opposant, comment une telle personne peut accepter de se salir les mains dans quelque chose contre son pays qu'il veut encore gouverner ? Mes chers militants, soyez raisonnables et comprenez ce que cela veut dire. Quand vous entendez ces choses, ne vous étonnez pas, dites c'est la même stratégie de par le passé", a-t-il conseillé.

Samuel Demba.D

## TRANSITION

# Alhoussein Makanera Kaké demande aux Guinéens de saisir la main tendue du CNRD

Le mercredi 27 novembre 2024, le leader du FND, Alhoussein Makanera Kaké, était face à la presse pour annoncer sa décision d'accompagner le CNRD, tout en demandant aux Guinéens de saisir la main tendue des autorités actuelles du pays.

Lors de la conférence de presse qu'il a animée, en présence de certains directeurs des services nationaux et des militants de son parti, l'ancien ministre de la Communication sous Alpha Condé a insisté sur l'importance du dialogue, de la construction de la paix et de l'inclusivité pour le développement du pays. Une sortie qui fait suite aux polémiques liées à ses prises de position, qui ont suscité une attention particulière. Il a mis l'occasion à profit pour lancer un message de réconciliation et d'appel au dialogue, soulignant que la Guinée a besoin de la contribution de tous ses citoyens, au-delà des

divergences politiques.

«Les débats doivent se faire sur les idées et non sur les individus », a-t-il indiqué, soulignant que le développement de la Guinée passe par une maturation des échanges, comme cela se fait dans d'autres pays en développement. L'ancien allié du RPG Arc-en-ciel a par ailleurs encouragé ses concitoyens à cultiver un amour profond pour leur pays et à œuvrer ensemble pour la paix et la stabilité.

«Vous pouvez ne pas aimer le chef, vous pouvez ne pas être d'accord avec lui, mais vous pouvez participer activement au développement de votre pays...Celui qui aime son



pays se bat pour que la paix et la tranquillité règnent », dira-t-il, avant d'exhorter les Guinéens à dépasser leurs rancœurs et à répondre

favorablement à la main tendue du CNRD..Pour lui, la Guinée est à un tournant de son histoire et que tous les efforts doivent converger

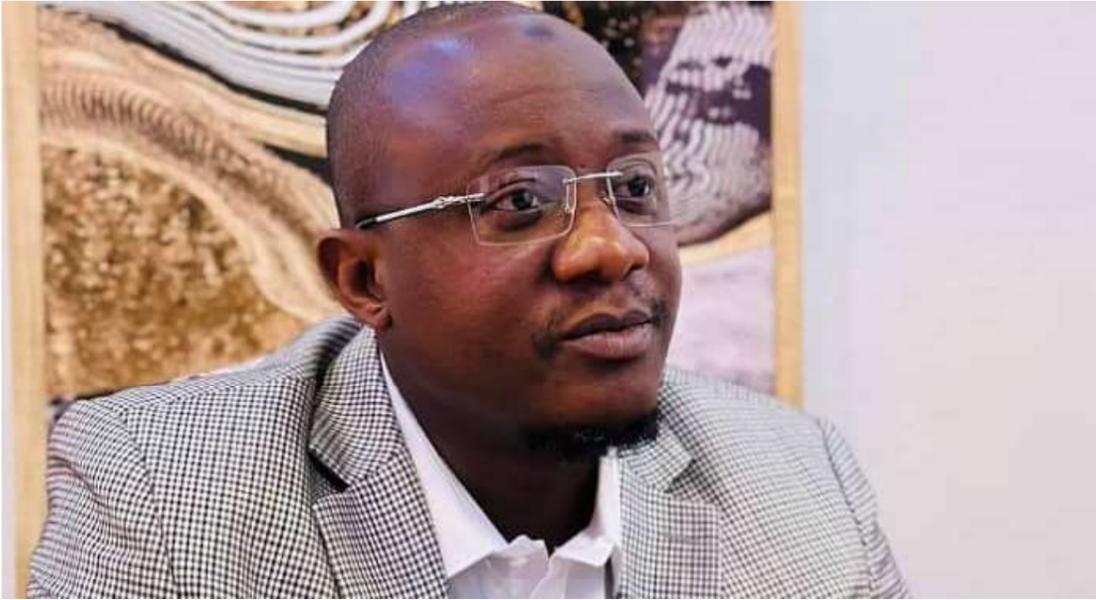
vers la construction de la démocratie et de l'économie nationale.

Mamadou Oury

## GRAND CONAKRY

# Le MPL de Mamadou Oury Diallo interpelle les autorités sur l'insécurité

*Ces derniers temps, force est de constater, avec vive inquiétude, que l'insécurité est de battre son plein aussi bien dans le Grand Conakry que dans certaines villes de l'intérieur.*



Une situation qui fait réagir certains acteurs politiques. C'est le cas par exemple du MPL (Mouvement des Patriotes Libéraux), le parti dirigé par Mamadou Oury Diallo, ancien journaliste à FIM FM, qui vient de décider de se lancer en politique. « Chers compatriotes, notre

pays, plus précisément notre capitale Conakry devient de plus en plus insécure. Les populations sont davantage terrifiées par l'insécurité grandissante. Alors qu'aucune information claire n'est disponible sur le kidnapping des deux acteurs de la société Foniké

Mènguè et Bilo Bah et leur éventuel lieu de détention, pendant que les citoyens gardent encore à leur esprit le triste souvenir de l'assassinat très récent de l'opérateur économique Elhadj Hassimiou DIALLO à Cobaya, alors qu'on est encore sans nouvelle de

monsieur Sadou NIMAGA ancien secrétaire général du ministère mines, récemment enlevé en pleine journée, la capitale Conakry vient encore d'être le théâtre d'un autre enlèvement. Celui de l'opérateur économique Alhassane DIALLO dit jumeau, résident à Koloma Soloprime. Malheureusement deux des motards qui avaient tenté courageusement de pourchasser les malfrats dans le but d'empêcher leur forfaiture ont reçu des balles qui leur ont été fatales. Mamadou Adama BAH et Ibrahima SOW ont donc succombé à leurs blessures. Nous profitons pour présenter nos sincères condoléances à leurs familles et amis. Nous souhaitons prompt rétablissement à ceux qui ont été blessés pendant ce kidnapping, et espérons que l'opérateur

économique sera retrouvé sain et sauf. Par ailleurs, cette situation doit interpeller l'Etat guinéen à travers le gouvernement, face à son rôle régalien d'assurer la sécurité des citoyens et leurs biens à tout moment et partout sur toute l'étendue du territoire national. Son silence face à la montée en flèche de l'insécurité, et son manque d'empathie vis-à-vis des familles victimes de ces crimes ne feraient que plonger les populations dans une psychose généralisée. Le Mouvement des Patriotes Libéraux en appelle donc au président de la transition pour qu'il exige aux responsables du secteur de la sécurité davantage d'actions contre ces malfrats, de démanteler leurs réseaux et les mettre hors d'état de nuire. », a écrit le MPL de Mamadou Oury Diallo.

**Kaba Kankoula**

## CÔTE D'IVOIRE

## La Cour des comptes inaugure son nouveau siège à Abidjan

*En Côte d'Ivoire, la Cour des comptes a inauguré mardi 26 novembre son nouveau siège à Abidjan. L'occasion pour cette institution de rappeler son rôle dans le contrôle de la gestion des finances publiques.*



C'est un bâtiment flambant neuf que le vice-président découvre, aux côtés de plusieurs officiels et de Kanvali Diomandé, le

président de la Cour des comptes ivoirienne. Pour ce juriste, ce nouveau siège est un symbole qui matérialise le chemin parcouru par cette

institution de Côte d'Ivoire. « Ce siège incarne à lui seul une ferme volonté politique, la maturité institutionnelle et la responsabilité envers les

citoyens. C'est une fierté pour la Cour des comptes qui réaffirme ainsi son engagement à promouvoir la redevabilité financière », note-t-il.

Collaboration entre la Côte d'Ivoire et la France

À l'origine, la Chambre des comptes a été créée en 1961 et elle était logée au sein de la Cour suprême. Depuis 2018, elle a été élevée au rang d'institution supérieure de contrôle des finances publiques, sur le même modèle que la Cour des comptes en France. C'est pourquoi les deux institutions partagent leur expérience. Des magistrats et des greffiers ivoiriens ont pu être formés.

« Pour produire une information objective,

étayée, chiffrée, il faut être non-seulement numérisé, mais aussi avoir recours à l'intelligence artificielle. Et si nos amis ivoiriens veulent nous demander à nouveau un appui, des conseils ou une formation, nous le ferons avec grand plaisir », assure Pierre Moscovici, le premier président de la Cour des comptes de France, présent à Abidjan.

Un rapport de la Cour des comptes avait fait couler beaucoup d'encre en début d'année. Ce document mettait notamment en lumière des incohérences concernant le recouvrement des droits et taxes liés à la délivrance des cartes d'identité et des passeports.

**RFI**

## MALI

## Joliba TV n'émet plus mais la profession reste mobilisée pour le redémarrage des émissions



Au Mali, Joliba TV n'émet plus depuis le mardi 26 novembre et l'entrée en vigueur du retrait de sa licence. La Haute autorité de la communication du

Mali (HAC) avait notifié sa décision jeudi à la chaîne privée malienne. Une sanction prise à la demande de l'instance burkinabè de régulation,

le Conseil supérieur de la communication (CSC), qui n'avait pas apprécié une émission au cours de laquelle avaient été tenus des propos mettant en doute la

véracité d'un supposé coup d'État déjoué au Burkina Faso. La HAC a donc infligé le plus sévère des coups à Joliba TV, contrainte de cesser ses activités. Mais une médiation de la dernière chance tentée par la Maison de la presse du Mali, qui regroupe les organisations de journalistes du pays, est toujours en cours. Hier en fin de journée, dans un communiqué, la Maison de la presse a rappelé que la coupure du signal « n'entrave pas la procédure de recours gracieux et la médiation de la commission »

C'est l'écran noir en attendant la fumée blanche. En l'espérant, en tous cas, pour les salariés de Joliba TV, qui croisent les doigts pour que la HAC revienne sur sa décision. Lundi, une

délégation de la Maison de la presse du Mali a plaidé la cause de Joliba TV auprès de la Haute autorité de la communication, dénonçant une sanction excessive, portant atteinte au pluralisme des médias et la liberté d'expression.

Une porte de sortie honorable pour tous

Après avoir menacé de demander à tous les médias maliens de rediffuser l'émission incriminée, la Maison de la presse joue désormais l'apaisement. La balle est dans le camp de la HAC, qui a promis, lundi 25 novembre, une réponse rapide, et qui pourrait chercher une porte de sortie honorable pour tous. Sollicitée, la HAC n'a pas souhaité répondre à RFI.

**Un bras de fer risqué**

## AFRIQUE

## L'écrivain franco-algérien Boualem Sansal entendu par le parquet antiterroriste d'Alger

**Boualem Sansal a été placé sous mandat de dépôt en Algérie : c'est ce qu'a affirmé son avocat dans un communiqué partagé ce mercredi 27 novembre. L'écrivain franco-algérien, arrêté à Alger mi-novembre, a été entendu par le parquet antiterroriste. Côté algérien, ni la justice ni les autorités n'ont fait de commentaire.**

« S'il doit y avoir enquête, celle-ci ne justifie nullement que soit prolongée la détention de Boualem Sansal », écrit dans un communiqué maître Zimeray, l'avocat de l'écrivain franco-algérien arrêté le samedi 16 novembre. Il précise que son client a été entendu par le parquet antiterroriste et qu'il est placé sous mandat de dépôt, en vertu de l'article 87 bis du Code pénal algérien, qui réprime les atteintes à la sûreté de l'État.

Il n'y a eu aucune confirmation officielle en

Algérie à ce stade sur cette audition, mais selon nos informations, la période légale de garde à vue se termine ce mercredi 27 novembre. « La privation de liberté d'un écrivain de 80 ans à raison de ses écrits est un acte grave », a observé l'avocat de l'écrivain, ajoutant : « Quelles que soient les blessures invoquées et les sensibilités heurtées, elles sont indissociables de l'idée même de liberté, chèrement conquise en Algérie ; il y a là une disproportion manifeste dont les auteurs n'ont vraisemblablement pas mesuré la portée. »

**« Tout simplement inacceptable »**

Boualem Sansal, très critique du régime algérien, a été arrêté mi-novembre à son arrivée à l'aéroport



d'Alger, ce qu'a confirmé l'agence de presse algérienne APS ce vendredi en mentionnant le « délire révisionniste » de l'écrivain. L'Agence a donné des indications précises sur ce qui est reproché à l'écrivain, accusé d'être « en plein délire révisionniste ». L'APS

a ajouté « la France prend la défense d'un négationniste, qui remet en cause l'existence, l'indépendance, l'Histoire, la souveraineté et les frontières de l'Algérie ». L'agence de presse fait référence à des déclarations faites par Sansal en octobre dernier à un média français

sur ce qu'il a appelé l'appartenance d'une partie de l'ouest algérien au Maroc. Il avait notamment cité la ville d'Oran. Des déclarations qui ont provoqué la colère en Algérie.

RFI

## RDC

## 25 millions de personnes souffrent de la faim, la FAO tire la sonnette d'alarme



En République démocratique du Congo (RDC), près d'un quart de la population, soit un peu plus de 25 millions de personnes, souffrent de la faim, dont trois millions en situation d'urgence humanitaire. Pour répondre à cette crise, la FAO

(Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) estime avoir besoin de 330 millions de dollars. La directrice générale adjointe de l'organisation, Beth Bechdol, vient d'effectuer une tournée dans l'est du pays, où elle a

notamment rencontré des déplacés.

Selon la FAO, la République démocratique du Congo (RDC) est classée parmi les pays à haut risque de famine et pourrait y être confrontée si aucune action concrète

n'est entreprise. Beth Bechdol, directrice générale adjointe de l'organisation, affirme qu'il est important d'investir davantage dans l'agriculture : « Nous devons nous focaliser sur la création d'un environnement pacifique dans la région orientale du pays. Nous savons que les conflits dans cette région sont à l'origine du déplacement des populations. Il y a des problèmes alimentaires aigus dans les camps de déplacés. La paix est le premier facteur pour changer cette situation. Mais le problème du financement est rarement souligné. »

### Renforcer l'autonomie

Face à ces défis, la FAO a mis en place plusieurs projets d'urgence pour répondre aux besoins des populations déplacées par les conflits au Sud-Kivu et au

Nord-Kivu. Aristide Ongone Obame, représentant de l'organisation en RDC, explique : « Nous intervenons actuellement dans les camps de déplacés internes pour leur apporter ce que nous appelons de l'aide agricole d'urgence. Cela leur permet de produire par eux-mêmes au lieu de vivre exclusivement d'une assistance alimentaire, qui n'est jamais suffisante. Nous fournissons également des petits élevages qui donnent des résultats assez rapidement. »

D'après la dernière analyse de la sécurité alimentaire, publiée en octobre, plus de 25 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë en RDC.

RFI

## GHANA

## Création d'un collectif de «fact-checkers» avant la présidentielle du 7 décembre

**Au Ghana, il reste un peu moins de deux semaines avant les élections générales, qui décideront le 7 décembre du successeur de Nana Akufo-Addo, arrivé au bout de ses deux mandats. Des élections à fort enjeu, terreau propice à la propagation de fausses informations. C'est pour combattre ce fléau que, pour la première fois de l'histoire du Ghana, trois organismes de fact-checking ghanéens ont décidé de s'allier et de former une coalition pour aider à garantir l'intégrité de l'élection.**

La Ghana Fact-Checking Coalition rassemble plus de 50 fact-checkers (un « vérificateur de faits » en français) répartis dans l'ensemble du Ghana, en partenariat avec une centaine de médias qui traduisent les vérifications d'infos en langues locales.

Une alliance plus que jamais nécessaire en 2024, selon Kwaku Krobea Asante, l'un des fondateurs de l'initiative. « La mésinformation et la désinformation augmentent. Les gens ont de plus en plus accès aux réseaux sociaux et aux logiciels de montages, et à l'intelligence artificielle et sa capacité à générer des contenus », explique-t-il.

### Prévenir la propagation de

### fausses informations

Outre les correspondants régionaux, des salles de crises médiatiques vont être installées du 4 au 11 décembre, dans deux endroits : à Accra, la capitale, mais aussi à Tamale, l'une des plus grandes villes du nord du pays. Impératif pour être au plus près de l'action.

« Pour la première fois, les deux principaux candidats viennent des régions du nord du Ghana. Nous avons vu comment la jeunesse là-bas réagit à la campagne qui peut être très tendue dans ces zones. Ces régions connaissent également de nombreux conflits de chefferies et des conflits ethniques », note Kwaku



Krobea Asante.

Fact-Check Ghana, Dubawa et Ghana Fact espèrent ainsi prévenir la propagation

virale de fausses nouvelles, et donc, empêcher les éventuelles violences qui peuvent en découler. En

2020, huit personnes ont été tuées lors d'affrontements le jour de l'élection.

RFI